PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Actes du colloque international pluridisciplinaire

LA CRISE DE L'UNIVERSITÉ EN AFRIQUE : DIAGNOSTIC ET ÉLÉMENTS DE STRATÉGIES TRANSVERSALES

Volume XII – Numéro 22 - Bouaké, les 09, 10 et 11 Juin 2022 Côte d'Ivoire

ISSN : 2313-7908

N° DÉPÔT LÉGAL 13196 du 16 Septembre 2016

PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Revue Ivoirienne de Philosophie et de Sciences Humaines

Directeur de Publication : Prof. Grégoire TRAORÉ

Boîte postale : 01 BP V18 ABIDJAN 01

Tél : (+225) 01 03 01 08 85
(+225) 01 03 47 11 75
(+225) 01 01 83 41 83

E-mail : administration@perspectivesphilosophiques.net

Site internet : https://www.perspectivesphilosophiques.net

ISSN : 2313-7908

N° DÉPÔT LÉGAL 13196 du 16 Septembre 2016

ADMINISTRATION DE LA REVUE PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Directeur de publication : **Prof. Grégoire TRAORÉ**, Professeur des Universités
Rédacteur en chef : **Prof. N'dri Marcel KOUASSI**, Professeur des Universités
Rédacteur en chef Adjoint : **Dr Éric Inespéré KOFFI**, Maître de Conférences

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Prof. Aka Landry KOMÉNAN, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Antoine KOUAKOU, Professeur des Universités, Métaphysique et Éthique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Ayénon Ignace YAPI, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA**.**
Prof. Azoumana OUATTARA, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Catherine COLLOBERT, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa
Prof. Daniel TANGUAY, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa
Prof. David Musa SORO, Professeur des Universités, Philosophie ancienne, Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA
Prof. Henri BAH, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA
Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal
Prof. Jean Gobert TANOH, Professeur des Universités, Métaphysique et Théologie, Université Alassane OUATTARA
Prof. Kouassi Edmond YAO, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA
Prof. Lazare Marcellin POAMÉ, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Mahamadé SAVADOGO, Professeur des Universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou
Prof. N'Dri Marcel KOUASSI, Professeur des Universités, Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Samba DIAKITÉ, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA
Prof. Donissongui SORO, Professeur des Universités, Philosophie antique, Philosophie de l'éducation Université Alassane OUATTARA

COMITÉ DE LECTURE

Prof. Ayénon Ignace YAPI, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA
Prof. Azoumana OUATTARA, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Catherine COLLOBERT, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa
Prof. Daniel TANGUAY, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA
Prof. Henri BAH, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA
Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal
Prof. Kouassi Edmond YAO, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA
Prof. Lazare Marcellin POAMÉ, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Mahamadé SAVADOGO, Professeur des Universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou
Prof. Samba DIAKITÉ, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA
Prof. Nicolas Kolotioloma YEO, Professeur des Universités, Philosophie antique, Université Alassane OUATTARA

COMITÉ DE RÉDACTION

Secrétaire de rédaction : **Dr Kouassi Honoré ELLA**, Maître de Conférences
Trésorier : **Dr Kouadio Victorien EKPO**, Maître de Conférences
Responsable de la diffusion : **Dr Faloukou DOSSO**, Maître de Conférences
Dr. Kouassi Marcelin AGBRA, Maître de Conférences
Dr Alexis Koffi KOFFI, Maître de Conférences
Dr Chantal **PALÉ-KOUTOUAN**, Maître-assistant
Dr Amed Karamoko SANOGO, Maître de Conférences

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : ALLOCUTIONS ET COMMUNICATIONS EN PLÉNIÈRE.....1

I. ALLOCUTIONS.....1

Allocution du Président du comité d'organisation.....2

Allocution du Directeur du Département de Philosophie.....6

Allocution du Directeur de l'UFR-CMS.....9

Allocution du Président de l'Université Alassane OUATTARA.....12

Allocution du Maire de Bouaké.....15

Allocution du Ministre de la Promotion de la bonne Gouvernance et de la lutte contre la Corruption, Parrain du Colloque.....17

Allocution du Président du Conseil Économique Social Environnemental et Culturel, Patron du colloque.....19

Allocution de clôture du Président émérite de l'Université Alassane Ouattara, Président de la Chaire UNESCO de Bioéthique de l'UAO.....21

Rapport de synthèse.....24

Recommandations.....31

II. COMMUNICATIONS EN PLÉNIÈRE.....33

« Vrai et faux pluralisme ». Les universités dans l'ordre mondial contemporain,
Ernst Wolff.....35

Notre devoir et notre foi au caractère universel de l'Université,
Thiémélé L. Ramsès BOA.....51

DEUXIÈME PARTIE : AXES DE RÉFLEXION ET ATELIERS.....63

PREMIER AXE : GOUVERNANCE ET FINANCEMENT DES UNIVERSITÉS...65

Mauvaise gouvernance endémique des États africains : approche synoptique des universités en déconstruction,
Kobenan Maxime KOUMAN.....67

L'essence de l'université chez Heidegger : la *Lehrerschaft* face aux défis de la *Führerschaft*, cas de l'Afrique,
Pascal Dieudonné ROY-EMA.....85

La gouvernance universitaire à l'épreuve de la discipline sur le campus au Cameroun,
Saidou ABOUBAKAR.....101

Gouvernance et financement des universités de la zone UEMOA,
Kadiatou SANOGO N'DOURE 119

Fondements et typologie caractéristique de la crise de l'université en Afrique : cas de l'université gabonaise,
Georges MOUSSAVOU.....135

Projets d'école et l'autonomie des universités au Togo,
Ati-Mola TCHASSAMA.....149

La communication interne de l'UFR/LAC de l'université Joseph KI-ZERBO au Burkina Faso,
1. Marcel BAGARE 2. Dognon Lucien BATCHO 3. Salif ZONGO.....165

DEUXIÈME AXE : UNIVERSITÉ ET QUESTION DU GENRE.....185

Femmes et carrières à l'épreuve de la disparité fondée sur le sexe au sein de l'université de N'Djamena,
1. Dieudonné VAÏDJIKÉ 2. Alexis NGARMBATEDJIMAL 3. François NDILBÉ MBAÏNGUEM.....187

Genre et harcèlement sexuel en milieu universitaire : le cas des étudiantes des universités de Côte d'Ivoire,
Lou Gobou Bien-aimée GOHI.....203

TROISIÈME AXE : FORMATION ET EMPLOYABILITÉ DES ÉTUDIANTS.....217

La dialectique de la formation et de l'emploi : l'université à l'épreuve du devenir,
Akpolê Koffi Daniel YAO.....219

Penser la crise des universités africaines comme une crise de la langue de la formation scientifique,
Tohotanga COULIBALY.....233

La philosophie de l'entrepreneuriat : une implication socio-économique de l'allégorie de la caverne chez Platon,
Bi Zaouli Sylvain ZAMBLÉ.....247

Formation et employabilité des étudiants africains, quelle approche philosophique ?,
Aikpa Benjamin DIOMAND.....263

La question de la réforme et la révolution dans l'université en Afrique à la lumière de la pensée de Paul RICŒUR,
Oi Kacou Vincent Davy KACOU.....283

L'employabilité des diplômés en SHS au Mali : des dynamiques contradictoires aux origines de la crise de l'université,
Sambou DIABY.....299

Les universités africaines : entre professionnalisation manquée des enseignements et prolifération des instituts privés d'enseignement supérieur douteux,
Théodore TEMWA.....315

Crise de l'université camerounaise comme crise des sciences sociales : entre théorisation et professionnalisation des enseignements,
Lydie Christiane AZAB à BOTO.....333

De la mission nouvelle des universités africaines : pour une politique d'employabilité des jeunes,
Miesso ABALO.....351

Formations et risques de chômage des étudiants au Gabon : quelle représentation sociale ?,
Parfait MIHINDOUBOUSSOUGOU.....365

QUATRIÈME AXE : UNIVERSITÉ ET CULTURE DE L'EXCELLENCE.....383

De la promotion de l'éducation positive pour une université plus créative,
Hyacinthe Aboa ACHI.....385

La refondation de l'université africaine comme institution méritocratique : un impératif catégorique dans la quête de l'excellence,
Franck KOUADIO.....399

Culture organisationnelle et excellence à l'Institut Supérieur du Génie Électrique du Burkina Faso (ISGE-BF)
Marcel ZERBO.....419

Le finalisme aristotélicien : une invitation à l'excellence pour nos universités africaines,
Arnaud-Olivier GNAHOUA.....435

De la culture de l'excellence dans l'espace universitaire africain : réflexion à partir de la pensée de Njoh-Mouelle Ébénézer,
Zolou Goman Jackie Élise DIOMANDÉ.....447

Une auratisation de l'environnement académique peut-elle sauver l'université de la grisaille ?,
Masséké OPONOU.....463

Conditions pour un excellent enseignement à l'université,
Niali Armand-Privat PILLAH.....477

CINQUIÈME AXE : SYNDICALISME, POLITIQUE ET VIOLENCE À L'UNIVERSITÉ.....497

La fin et les moyens : conséquences de l'auto-justification de la violence politique et syndicale dans les universités ivoiriennes,
Youldé Stéphane DAHÉ.....499

La démocratisation des libertés chez Marx : une propédeutique à la pacification de l'espace universitaire ivoirien,
Jean-Joel BAHI.....515

Les universités ivoiriennes à l'épreuve de la violence des syndicats estudiantins,
1. Koffi Décaird KOUADIO 2. Alice KOUAKOU.....531

Le paradigme esthético-éducatif aristotélicien et schillérien face à la problématique de la violence dans l'espace universitaire ivoirien,
Koudou François OZOUKOU.....545

La FESCI, ce boulet que porte l'université ivoirienne dans un élan de servitude volontaire,
Bledé SAKALOU.....557

Violences en milieux universitaires : déterminisme et normativité d'un phénomène pernicieux en Côte d'Ivoire,
Tiasvi Yao Raoul AGBAVON.....575

Les enjeux de l'art technologique dans les crises universitaires ivoiriennes à partir de la pensée de Walter BENJAMIN,
Barthelemy Brou KOFFI.....589

Violences estudiantines syndicales en Côte d'Ivoire : entre revendications légitimes et délinquance,
Kouassi Marcelin AGBRA.....605

Les relations conflictuelles entre les syndicats et l'administration gabonaise. Cas du SNEC de 1991 à 2020,
1. Lucien MANOKOU 2. Nathalie EBANETH.....621

SIXIÈME AXE : RESPONSABILITÉS ÉTHIQUES, PÉDAGOGIQUES ET ACADÉMIQUES DES UNIVERSITAIRES.....637

Décolonisation de la pensée : exigence de qualité académique,
Mafa Georges ASSEU.....639

Du modèle anthropologique canguilheméen : une thérapie à la crise de l'université en Afrique
Florence BOTTI.....655

Le savoir ou la politique : la mission des universitaires africains en question,
Dotsè Charles-Grégoire ALOSSE.....667

L'enseignement philosophique : un modèle d'étude exégétique pour une université en crise,
Chantal PALÉ-KOUTOUAN.....683

L'enseignement dialectique platonicien : un guide d'éducation pour l'excellence universitaire,
Ange Allassane KONÉ.....699

Autodétermination des peuples et censure : la fonction de l'université selon Kant,
Amidou KONÉ.....715

Éthique de la discussion et crise de l'université en Afrique,
Cyrille SEMDE.....731

SEPTIÈME AXE : INFRASTRUCTURES, TICE ET INNOVATION PÉDAGOGIQUE.....745

TICE, déconstruction ou reconstruction technoscientifique de la crise des universités en Afrique subsaharienne ?,
Kouadio Victorien EKPO.....747

Le rôle de l'insuffisance des infrastructures dans la crise universitaire au Niger,
Abdou KAILOU DJIBO.....761

Problèmes de logements d'étudiants et crises académiques à l'université Peleforo GON COULIBALY, Korhogo,
1. Djibril KONATÉ 2. Foussata DAGNOGO.....783

HUITIÈME AXE : LIBERTÉS ET FRANCHISES UNIVERSITAIRES...797

Ontologie augustinienne et résolution des crises universitaires,
N'gouan Yah Pauline ANGORA épse ASSAMOI.....799

NEUVIÈME AXE : UNIVERSITÉ ET DYNAMIQUE DES SOCIÉTÉS...811

La vocation de l'université en Afrique à la lumière du *Conflit des facultés* d'Emmanuel Kant,
Éric Inespéré KOFFI.....813

De la décadence éthico-religieuse à la déconfiture institutionnelle des universités en Afrique : une analyse prospective,
Kouassi Honoré ELLA.....829

Communication de crise et crises de fonctionnement dans les universités subsahariennes,
Faloukou DOSSO.....847

Sociétés en crise et crise de l'université en Afrique : la culture comme recours dans la perspective de Paulin HOUNTONDJI,
Kouamé Hyacinthe KOUAKOU.....863

La crise des universités africaines : le péril de l'éducation parentale,
Aya Anne-Marie KOUAKOU.....879

Fondements et enjeux de la crise de l'université publique en Afrique noire : quels repères pour en sortir ?,
Bilakani TONYEME.....895

Université et culture des valeurs morales chez les étudiants au Burkina Faso,
Bawala Léopold BADOLO.....911

Universités, enseignants-chercheurs : objectifs et implications socio-politiques en Afrique,
Cyrille MICKALA.....927

Les universités dans le développement des sociétés africaines,
Adjoua Marie Jeanne KONAN.....949

Le conservatisme platonicien, un possible remède à la crise de l'université,
Amed Karamoko SANOGO.....963

Crise des universités africaines comme crise de la rationalité,
Roland TECHOU.....979

L'engagement des universitaires face aux réalités sociales chez Marcuse,
Amara SALIFOU.....995

Crise universitaire et défis éducationnels à partir de la pensée de Hobbes,
Amenan Madeleine Épouse Ekra KOUASSI.....1011

Crise universitaire : impératif éthique bergsonien de libération de l'intellect,
Amani Albert NIANGUI.....1025

LIGNE ÉDITORIALE

L'univers de la recherche ne trouve sa sève nourricière que par l'existence de revues universitaires et scientifiques animées ou alimentées, en général, par les Enseignants-Chercheurs. Le Département de Philosophie de l'Université de Bouaké, conscient de l'exigence de productions scientifiques par lesquelles tout universitaire correspond et répond à l'appel de la pensée, vient corroborer cette évidence avec l'avènement de *Perspectives Philosophiques*. En ce sens, *Perspectives Philosophiques* n'est ni une revue de plus ni une revue en plus dans l'univers des revues universitaires.

Dans le vaste champ des revues en effet, il n'est pas besoin de faire remarquer que chacune d'elles, à partir de son orientation, « cultive » des aspects précis du divers phénoménal conçu comme ensemble de problèmes dont ladite revue a pour tâche essentielle de débattre. Ce faire particulier proposé en constitue la spécificité. Aussi, *Perspectives Philosophiques*, en son lieu de surgissement comme « autre », envisagée dans le monde en sa totalité, ne se justifie-t-elle pas par le souci d'axer la recherche sur la philosophie pour l'élargir aux sciences humaines ?

Comme le suggère son logo, *perspectives philosophiques* met en relief la posture du penseur ayant les mains croisées, et devant faire face à une préoccupation d'ordre géographique, historique, linguistique, littéraire, philosophique, psychologique, sociologique, etc.

Ces préoccupations si nombreuses, symbolisées par une kyrielle de ramifications s'enchevêtrant les unes les autres, montrent ostensiblement l'effectivité d'une interdisciplinarité, d'un décloisonnement des espaces du savoir, gage d'un progrès certain. Ce décloisonnement qui s'inscrit dans une dynamique infinitiste, est marqué par l'ouverture vers un horizon dégagé, clairsemé, vers une perspective comprise non seulement comme capacité du penseur à aborder, sous plusieurs angles, la complexité des questions, des préoccupations à analyser objectivement, mais aussi comme probables horizons

dans la quête effrénée de la vérité qui se dit faussement au singulier parce que réellement plurielle.

Perspectives Philosophiques est une revue du Département de philosophie de l'Université de Bouaké. Revue numérique en français et en anglais, *Perspectives Philosophiques* est conçue comme un outil de diffusion de la production scientifique en philosophie et en sciences humaines. Cette revue universitaire à comité scientifique international, proposant études et débats philosophiques, se veut par ailleurs, lieu de recherche pour une approche transdisciplinaire, de croisements d'idées afin de favoriser le franchissement des frontières. Autrement dit, elle veut œuvrer à l'ouverture des espaces gnoséologiques et cognitifs en posant des passerelles entre différentes régionalités du savoir. C'est ainsi qu'elle met en dialogue les sciences humaines et la réflexion philosophique et entend garantir un pluralisme de points de vues. La revue publie différents articles, essais, comptes rendus de lecture, textes de référence originaux et inédits.

Le comité de rédaction

COMMUNICATION DE CRISE ET CRISES DE FONCTIONNEMENT DANS LES UNIVERSITÉS SUBSAHARIENNES

Faloukou DOSSO
Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)
faloukou@hotmail.com

Résumé :

Les défauts de fonctionnement des universités subsahariennes découlent des stratégies de communication de crise téléologiquement intégrées aux divers programmes de gouvernement des États. Ce sont les crises économiques des années quatre-vingt-dix et les mouvements de démocratisation impulsés par le discours de la Baule qui vont entamer leur déstructuration. Il revient à la communication, selon Habermas, d'opérer une synergie entre le temple du savoir et l'instance du pouvoir en affermissant les piliers de sociabilisation, en n'omettant pas de normaliser le rapport politique-économie en Afrique subsaharienne. De la communication de crise à l'activité communicationnelle pour résoudre les crises universitaires (1), il faut fiabiliser le triptyque politique-éthique-économie où ce qui est prôné par Habermas crédibilise la formation via la dynamisation des universités subsahariennes (2). Le pouvoir, à l'écoute du savoir, favorisera une intégration républicaine réussie ouvrant le champ d'insertion sociale (3).

Mots clés : Afrique subsaharienne, Communication, Crise, Développement, Économie, Éthique, Politique, Université.

Abstract:

The malfunctioning of sub-Saharan universities stems from crisis communication strategies teleologically embedded in various state government programs. It was the economic crises of the 1990s and the democratization movements driven by the discourse of La Baule that began their destructuring. It is up to communication, according to Habermas, to operate a synergy between the temple of knowledge and the authority of power by strengthening the pillars of sociabilisation, while not omitting to normalize the political-economic relationship in sub-Saharan Africa. From crisis communication to communication activity to resolve university crises (1), the political-ethical-economy triptych must be made reliable, where what is advocated by Habermas

lends credibility to training via the revitalization of sub-Saharan universities (2). Power, attentive to knowledge, will promote successful republican integration, opening up the field of social integration (3).

Keywords : Sub-Saharan Africa, Communication, Crisis, Development, Economy, Ethics, Politics, University.

Introduction

« La crise économique des années 80 et l'ajustement économique qui en est le corollaire » (A. A. Verspoor, 1991, p. 346) vont occasionner la réduction du budget de fonctionnement des universités subsahariennes et les confronter « à de sérieux défis liés à la progression de la demande et, parallèlement, à l'obligation de contenir ou de réduire leurs dépenses » (A. Susan, 2005, p. 16). C'est ainsi que les universités subsahariennes vont subir le manque de matériels didactiques, la quasi-inexistence des bibliothèques sans omettre le poids de l'absorption annuelle de l'effectif ahurissant d'étudiants dans les départements. Les universités deviennent ici, des espaces de formation de diplômés sans emploi là où la crise économique persistante « entraîne une dégradation des budgets et une détérioration des perspectives d'emploi pour les diplômes, la croissance du nombre d'étudiants reste forte » (F. Orivel, 1991, p. 377).

Le système Licence - Master - Doctorat (L.M.D.) et l'homologation des salaires et des primes dans le Réseau pour l'Excellence de l'Enseignement Supérieur en Afrique de l'Ouest (REESAO) sans omettre les efforts des États subsahariens pour résoudre les questions universitaires, n'ont pu atténuer les crises de fonctionnement et de formation des universités laissant persister d'incessantes grèves des syndicats d'enseignants et d'étudiants. Le manque de cellules de crise et la priorisation des questions économiques sur les questions académiques occasionnent un défaut de fonctionnement, de formation des universités. Les universités, bien que jouant un rôle majeur dans le développement de tout pays, vivent une réalité différente dans les États subsahariens.

Il se pose le problème de la communication de crise et/ou de la restructuration des universités subsahariennes. Ce qui suscite les préoccupations suivantes : Comment peut-on déconstruire les crises dans les

universités subsahariennes ? La posture de la communication, selon Habermas, n'est-elle pas appropriée face aux crises universitaires ? De la communication de crise à l'activité communicationnelle selon Habermas (1), il est primordial de promouvoir le triptyque politique-éthique-économie prôné par Habermas. Il s'agit de consolider l'espace intégrationnel des États subsahariens dans le concert des nations via la dynamique des universités (2). Le pouvoir doit être à l'écoute du savoir pour réussir l'intégration républicaine étendant l'insertion sociale (3).

1. Communication de crise et activité communicationnelle

1.1. Des crises dans les universités subsahariennes

Les Universités souffrent des mêmes plaies qui gangrènent leur épanouissement, entravent leur fonctionnement. Ce sont les crises économiques des années 80 et les grands mouvements de démocratisation impulsés par le Vent de l'Est pour sortir l'Afrique noire des griffes du parti unique qui vont étiqueter les universités subsahariennes comme des temples de déstabilisation, des lieux d'absorption inutile du budget de l'État. Elles sont considérées comme « *un Tonneau des Danaïdes* ». Des pressions étatiques sont exercées sur les universités subsahariennes en leur imposant un fonctionnement qui n'est pas toujours en adéquation avec leurs prérogatives. La mésentente va naître de cette logique de la politique qui est imposée dans une posture de corrélation entre les partenaires et leur volonté d'être élucidés par la lumière de la rationalité communicative. En effet, la logique politique ne doit pas perdre de vue la spécificité du dialogue politique oscillant entre les lumières de la rationalité communicative et les ténèbres de la violence originaire ou de la différence irréductible. C'est ainsi que,

> [pour J. Rancière (1995, p. 71),] il y a bien une logique de la politique. Mais cette logique doit être fondée sur la dualité même du logos, parole et compte de la parole, et elle doit être rapportée à la fonction spécifique de cette logique : rendre manifeste (*deloun*) une *aisthesis* dont l'apologue ballanchien nous a montré qu'elle était le lieu d'un partage, d'une communauté et d'une division. Perdre de vue cette double spécificité du « dialogue » politique, c'est s'enfermer dans les fausses alternatives qui demandent de choisir entre les lumières de la rationalité communicative et les ténèbres de la violence originaire ou de la différence irréductible. La rationalité politique n'est précisément pensable qu'à la condition d'être dégagée de l'alternative où un certain rationalisme veut l'enfermer : ou bien l'échange entre partenaires mettant en discussion leurs intérêts ou leurs normes, ou bien la violence de l'irrationnel.

À vrai dire, la posture politique prônée par J. Rancière va se déployer autrement dans l'espace subsaharien où la rationalité politique, en promouvant l'échange entre le pouvoir et le temple du savoir, opte pour la téléologisation des actions étatiques :

> Sous l'effet de la crise économique des années 80 et de la mise en œuvre de politiques d'ajustement structurel accordant la priorité à l'éducation de base, les ressources destinées à l'enseignement supérieur ont diminué, entraînant une détérioration de la qualité de l'enseignement supérieur et des études universitaires supérieures. (G.B.A.D. (Groupe de la Banque africaine de développement), 2007, p. 1).

Il ressort que s'occuper des universités, c'est sûrement promouvoir la science et la technologie, intégrer les sources de financement et sauvegarder le financement public. Le G.B.A.D, (2007, p. III) « [aidera l'Afrique] à renforcer les aptitudes nécessaires pour promouvoir l'innovation et contribuera à la production des connaissances scientifiques et technologiques nécessaires pour renforcer la compétitivité des économies ». Cette approche de résolution de la crise absorbera les universités en leur proposant des recettes technocratiques.

Dans les universités subsahariennes, il faut « identifier la crise, en expliquant son origine, sa nature et ses caractéristiques » (O. G. Gogoua et S. Le M. de Gouville, 2011, p. 89), aux fins d'intégrer les personnes ressources aux réalités universitaires, en se gardant de promouvoir la volonté d'en découdre avec les « *fouteurs* » de trouble en temps de crise. L'inexistence des cellules de crise pour éviter de diluer l'information pose le problème de la communication des crises, qui étouffe le service de communication des universités et obstrue toute capacité de gérer les relations entre les acteurs.

Au lieu d'anticiper sur les effets boomerang de l'information puisqu'« informer, c'est faire passer un message, faire accepter une idée, rendre évident un fait [, c'est la violence policière qui est mise en exergue]. Il faut persuader ses interlocuteurs, ne serait-ce que de la validité et de l'intérêt de l'information qu'on leur donne » (O. G. Gogoua et S. Le Monnier de Gouville, 2011, p. 90) et ne pas étouffer ce qui vient des universités.

Cette posture capitalistique leur est encore imposée dans la mesure où dans

> les institutions d'enseignement supérieur ne pourront désormais rester compétitives que si elles s'intéressent à l'économie et aux réseaux centrés sur le savoir, et si leurs stratégies sont fondées sur l'innovation. La croissance économique ne peut donc que bénéficier de l'acquisition et de l'utilisation efficaces du savoir. (Groupe de la Banque africaine de développement, 2007, p. 1).

Les universités sont invitées à ne s'intéresser qu'aux questions économiques et aux réseaux centrés sur le savoir avec, en toile de fond, les stratégies fondées sur l'innovation de la science et de la technologie. Elles sont techniquement invitées à se mettre à jour, favorisant l'acquisition et l'utilisation efficaces du savoir et aidant l'État à assurer sa croissance économique. N'est-ce pas ce qu'elles font en formant en Droit, en Médecine, en Sciences Sociales et Humaines où des départements naissants tiennent compte des réalités qui se présentent aux universités ? En promouvant le savoir au service de la croissance, les questions de fonctionnalité vont demeurer là où la crise économique persiste. Les crises universitaires perdurent dans une atmosphère où la crise économique, le manque de cellules de crises, la proposition des recettes technocratiques, constituent ce qui étouffe la communication dans les universités. De quelle communication s'agit-il dans la résolution des crises universitaires ?

1.2. De l'activité communicationnelle habermassienne dans les crises universitaires

La conception habermassienne de l'activité communicationnelle est la passerelle de résolution des dissensus dans les rapports interhumains. Il faut recourir aux principes de Discussion, principe « D » et d'Universalisation, principe « U », pour faire reculer l'entropie. La communication, entente en acte, est une activité structurante permettant à l'homme de s'ouvrir à lui-même et à son cadre de vie. C'est sans doute pourquoi,

> l'orientation fondamentale de la pensée de Habermas repose sur l'opposition entre deux rapports au monde, celui qui est défini par la science et la technique, rapport cognitif et instrumental, et celui qui est défini par l'interaction entre sujets, rapport constitutif de la communication, y compris sur son versant cognitif, plus particulièrement des rapports moraux, juridiques, éthiques et politiques (R. Rochlitz, 2002, 9).

Parler de communication chez Habermas, c'est opposer deux rapports au monde. Le premier, cognitif et instrumental, nait du déploiement de la science et de la technique. Il est téléologique, promouvant une résolution biaisée des

crises en ne les résolvant que téléologiquement. Quant au second, rapport constitutif de la communication favorable à l'interaction entre les sujets, il est, non seulement cognitif, mais surtout constitutif parce qu'il arrive à intégrer les dimensions morale, juridique, éthique et politique de résolution des crises. L'activité communicationnelle permet d'obtenir un consensus mettant la cité à l'abri des crises graves puisque tout doit se résoudre sur la base de solidification des rapports interhumains, en arrivant à osciller entre solidité et solidarité, entre interaction et intersubjectivation dans la sociabilisation de la société. Alors que le mal des universités de l'ère des crises économiques va résider dans sa nouvelle posture où il leur est demandé des retours sur investissements. Et pour cause, :

> l'analyse classique des retours sur investissements ne s'intéresse qu'aux gains financiers des individus et aux recettes fiscales qu'ils produisent. Elle néglige les bienfaits plus larges de l'enseignement supérieur sur l'esprit d'entreprise, la création d'emplois, la qualité de la gouvernance économique et politique ainsi que les effets positifs de travailleurs éduqués sur la santé d'un pays et son tissu social. Elle ignore également les contributions de la recherche à la croissance économique (W. Saint, 2005, p. 4).

L'enseignement supérieur exerce des bienfaits sur l'esprit d'entreprise, la création d'emplois, sans omettre la qualité de la gouvernance économique et politique en formant une main d'œuvre de qualité. Le rayonnement des travailleurs permet à l'État de s'engager dans un développement durable. Avec l'université, l'on parle plus de contribution de la recherche à la croissance économique que de probables retours sur investissements, de gains financiers, de recettes fiscales.

L'université est loin d'être une entreprise qui attend des rendements financiers, techniques, des retombées calculantes après-vente. Les universités subsahariennes, en se déployant dans divers domaines de savoir, doivent aider les autorités politiques à faire attention, à ne pas leur attribuer ce qui n'est pas de leur ressort. Il faut faire la part des choses entre le management scientifique et la pratique de la recherche en tablant sur la qualité des enseignements, la formation et le recrutement du corps des enseignants-chercheurs et chercheurs, un personnel administratif performant. Il est mieux de structurer

l'espace universitaire en imposant aux apprenants, une tenue à adopter lorsqu'ils y entrent.

Les crises peuvent naître de la méconnaissance du fonctionnement des universités, thématiques ou non. Quatre rôles principaux leur sont alloués pour « desserrer l'emprise de la pauvreté sur notre planète » (W. Saint, 2005, p. 3).

Primo, les universités atténuent « la pauvreté par [leur] contribution directe à la croissance économique, car [elles renforcent] la productivité d'un pays et sa compétitivité internationale » (W. Saint, 2005, p. 3). Elles sont des points focaux de formation d'une main d'œuvre qualifiée permettant d'accéder « à de nouveaux savoirs et à en produire - via la recherche - mais aussi en adaptant les savoirs mondiaux à leur utilisation locale. Ce faisant, [les universités contribuent] à déterminer les niveaux de vie au niveau local » (W. Saint, 2005, p. 3).

Secundo, les universités réduisent la pauvreté par leur action d'habilitation et de redistribution en participant à la construction de la société, faisant passer le capital-social en capital-confiance. Elles consolident les piliers de développement et contribuent à la redistribution en élargissant les opportunités d'emploi, de revenus et de mobilité sociale. Bien qu'elles ne soient pas des entreprises, les universités subsahariennes offrent des opportunités d'emploi et de revenus.

Tertio, elles consolident « l'ensemble du secteur de l'éducation et [améliorent] sa performance » (W. Saint, 2005, p. 4) en formant le corps enseignant et autres. En Afrique noire, il subsiste une instance d'évaluation et de promotion des enseignants-chercheurs et des chercheurs. Ici, c'est le CAMES (Conseil Africain et Malgache de l'Enseignement Supérieur) qui les évalue et promeut leur recherche. Les universités sont au premier plan du développement des curricula en contrôlant la qualité et en évaluant l'enseignement depuis les années primaires. Elles « analysent les performances de l'éducation, identifient les difficultés, proposent des solutions et guident les politiques » (W. Saint, 2005, p. 4).

Quarto, à l'ère des Objectifs du Millénaire pour le Développement (O.M.D.), les universités assurent leur succès et contribuent « au développement de capacités dans les domaines de la recherche, de la technologie appliquée et des

services aux communautés, essentielles pour améliorer la production alimentaire, les revenus des ruraux et le bien-être des familles démunies » (W. Saint, 2005, p. 4).

Vu cette palette de qualificatifs, comment les universités subsahariennes sont-elles parvenues à être mal perçues, à décliner de la sorte ? Pourtant, elles desserrent l'emprise de la pauvreté. Pourquoi les crises persistent-elles dans les universités ? À quelle communication faut-il recourir à l'ère de la recrudescence des crises ?

Si les universités subsahariennes sont en crise, la source est loin d'être un défaut de fonctionnement et de formation. Les crises internes sont faciles à circonscrire et à éradiquer. Le problème réside dans la pression externe que subissent les universités. En exerçant des pressions sur les universités pour leur demander des résultats dans une atmosphère de satisfaction progressive des conditions salariales et/ou de travail, l'État leur permettra de faire des exploits. Les crises universitaires sont les défauts de résolution de la crise économique. Les universités souhaitent travailler dans de meilleures conditions et ne demandent que leurs efforts soient reconnus et récompensés. Quant aux étudiants, un cadre normatif de travail leur imposera une tenue et/ou une retenue.

Pourtant, tout semble être mis en place pour désorganiser l'Afrique subsaharienne, son système éducatif et l'enseignement supérieur, en lui imposant des mesures biaisées de résolution des crises laissant libre cours à son endettement, à sa déstructuration. Il faut se passer du rapport cogito-instrumental, inefficace et recourir à la communication au sens d'Habermas.

L'activité communicationnelle, en étant de l'ordre du discours argumentatif, se rapporte aux prétentions à la validité où l'intelligibilité, la vérité, la sincérité ; et la justesse normative sont sollicitées dans la résolution des crises. La discussion, en vulgarisant les fondements éthiques et juridico-démocratiques de son principe, s'approprie la dimension biologique de la communication, le langage qui favorise l'intelligibilité. Le recours au langage n'est que la satisfaction de la communication sans heurt qui booste la résolution de crises dans une interaction où chacun opte pour la préservation du consensus et actionne son

rétablissement. Ayant un fondement empirique immédiat, l'intelligibilité permettra de disposer d'une compétence relative à des règles.

Quant à la vérité, elle est invitée dans la résolution des crises universitaires en se découvrant dans l'intersubjectivité, participant à l'universalité du logos. L'accent est mis sur la quête des valeurs où l'interaction nourrit le communiquer sur la base de préservation du consensus. Le pouvoir et le savoir s'accordent sur la pacification de la société et évitent de faire des questions économiques, le pilier dorsal de stabilisation de la société. Toutefois, le pouvoir économique doit comprendre le social en s'appropriant les recommandations politiques.

La sincérité, l'autre nom de la véracité subjective, une prétention à la validité non discursive, doit animer les mondes politique et universitaire en établissant une interaction communicationnelle préservant la société des sauts d'humeur des résolutions biaisées qui créent des crises en Afrique subsaharienne. Sous la sincérité, « le locuteur revendique pour l'énonciation des expériences vécues auxquelles il a un accès privilégié » (J. Habermas, 1987, p. 439). La sincérité va se charger d'entretenir un "fanatisme" communicationnel qui va aboutir sans doute au patriotisme constitutionnel. La résolution de la crise s'accompagne de la véracité subjective chargée de satisfaire les actions interactionnelles.

La justesse normative est une qualité permettant d'exécuter très exactement une chose donnée. Il s'agit de recourir à la dimension biologisante de l'homme où « les mots sont les étiquettes des choses et les énoncés sont les images des faits » (G. Hottois, 2002, p. 352). Normativement, les questions dissensuelles sont abordées dans le sens de ne rechercher que le consensus en vulgarisant le caractère communautaire et sociable de l'homme. La manière de s'exécuter sans la moindre erreur, a un rapport au social, définit et améliore la qualité de sa vie. Inviter la justesse normative pour résoudre les crises universitaires, c'est établir des normes intersubjectives, les règles d'action où les acteurs ne tiennent compte que de la quête de consensus.

La vérité se réfère au monde objectif, la justesse normative au monde social et la sincérité au monde subjectif. La justesse normative, l'exactitude (la vérité) et la sincérité sont le trépied sur lequel se fixe l'éthique communicationnelle. Il faut donc

recourir aux universités pour faire face à la crise économique, leur demander leur avis, profiter de leur savoir-faire dans ce contexte de sociabilisation sur la base de la vulgarisation des principes de Discussion, « D », et d'Universalisation, « U », tenant compte du regard au monde, objectif, social et subjectif.

Ce qui importe ici, c'est la vulgarisation d'une atmosphère communicationnelle laissant prospérer la liberté communicationnelle qui « n'existe qu'entre des acteurs qui, se trouvant dans une attitude performative les uns avec les autres, veulent s'entendre sur quelque chose et attendent l'un de l'autre des prises de position sur les prétentions à la validité réciproquement émises » (J. Habermas, 2012, p. 136). Il ressort que la liberté communicationnelle dans un espace universitaire soumet les universités à des obligations illocutoires pour une bonne tenue du rapport politique-économie dans un triptyque politique-éthique-économie. N'est-ce pas le nécessaire recours au triptyque politique-éthique-économie qui consolidera la société via les universités ?

2. Triptyque politique-éthique-économie et résolution des crises universitaires

La situation de la Zone Euro doit attirer l'attention de tous pour se faire une idée précise de la posture à adopter aux fins d'affronter les crises. C'est aux États subsahariens évoluant majoritairement dans une union économique commune d'éviter de copier les erreurs de la Zone Euro. Il faut « prendre conscience d'un problème longtemps refoulé » (J. Habermas, 2012, p. 42) où l'espace économique achevé dans « un marché commun partiellement doté d'une monnaie commune [fait face à] une union politique inachevée, abandonnée au milieu du gué » (J. Habermas, 2012, p. 42).

La Zone Euro semble résoudre les crises économiques sur la base de sanctions. Pourtant, le « renforcement des sanctions ne suffira pas à contrebalancer les conséquences non voulues qu'engendre une asymétrie voulue entre une union économique complète et une union politique incomplète » (J. Habermas, 2012, p. 43). Les sanctions économiques, en étant incapables d'aider à résoudre les problèmes sociaux, font « imaginer une

politique économique qui compense les niveaux de développement » (J. Habermas, 2012, p. 43).

C'est politiquement que l'économie doit être régulée et non par la batterie de sanctions pour redresser une situation économique déjà désastreuse dans un État. La résolution des crises économiques sur la base de sanctions, engendre des problèmes sociaux échappant aux compétences économiques. Le défaut de résolution des crises économiques jusqu'à nos jours, a manqué d'implémenter la politique économique pour compenser les niveaux de développement.

Les crises universitaires étant la résultante des crises économiques, leur résolution doit s'approprier la politique économique. Réduire le budget des universités en ne tenant pas compte de leur réalité, engendrera des préoccupations sociales que l'économie ne peut résoudre. Pour consolider la société, il faut suivre l'ordre préétabli. Tout doit commencer par la politique, se poursuivre par l'éthique et se terminer par l'économie. La politique devient le pilier de l'ordonnancement de la société, l'éthique, le pivot-catalyseur et l'économie, le moyen de satisfaction des besoins. Il faut dès lors comprendre que,

> les Européens, en cherchant à compenser les conséquences sociales non désirées qu'entraîne l'accroissement des injustices distributives et à obtenir une certaine "régulation" de l'économie mondiale, doivent également témoigner d'un intérêt pour la politique comme pouvoir de mise en forme de la société, ce qui permettrait qu'une Union européenne capable d'action politique accède au cercle *global players*. (J. Habermas, 2005, p. 238).

La crise économique constitue la source privilégiée de la naissance/vulgarisation des crises sociales. Le capital-pouvoir fait s'effriter le capital-confiance où tout fonctionne de façon capitalistique. Le "*prêt-à-porter*" occidental est imposé par "*le monde libre*". Il faut éviter les défauts d'appréciation croyant que « l'économie avait une stabilité et des lois contraignantes alors que la politique était plus incertaine soumise aux instabilités liées à la démocratie » (Y. Zarka, 2012, p. 8).

Au lieu de dynamiser la coopération en Afrique où « coopérer, c'est travailler ou faire ensemble une œuvre utile pour toutes les parties » (N. Agbohou, 2008, p. 236), l'on souffre des retombées d'une gestion calquée sur l'Occident hégémonique où la

politique du marché est son œuvre. Se référer à Habermas, c'est intervenir dans une logique de normalisation communicationnelle de la société.

Les acteurs rationnels d'une interaction motivée font de la délibération le pivot harmonisateur des échanges et des discussions. En effet, « la délibération se fait au moyen d'un échange de vues sur la base d'une bonne foi - y compris l'exposé, par les participants, de la façon dont ils comprennent eux-mêmes leurs intérêts vitaux respectifs -, où le scrutin, si l'on y procède, représente la confrontation des jugements » (J. Habermas, 2003, p. 265). Une éthicisation sur la base délibérative aide à tout harmoniser où les participants-acteurs comprennent leurs intérêts et optent pour la confrontation des jugements.

Une éthicisation communicationnelle naîtra de la délibération afin d'acquérir une démocratisation des formes de communication participant à la formation de la volonté commune. La justesse normative, l'exactitude (la vérité) et la sincérité sont le trépied sur lequel se fixera l'éthique communicationnelle où la politique et l'économie graviteront autour d'elle dans une logique coopérative. La politique ordonne et invite l'économie à participer à l'ordonnancement sociétal. Les universités subsahariennes doivent participer à l'insertion socio-professionnelle de leurs citoyens en élargissant les secteurs d'activités pour une intégration républicaine réussie.

3. Universités subsahariennes : entre insertion socio-professionnelle et intégration républicaine

« Le repositionnement de la souveraineté populaire tenté par Habermas en tant qu'il vise l'intégration sociale met en évidence, en plus des ressources du système économique et du pouvoir administratif, [la] troisième ressource fournie par la solidarité » (Y. E. Kouassi, 2010, p. 101). Ainsi, la lutte contre le chômage doit se faire dans un esprit de solidarité élargissant le champ d'insertion des citoyens. Il faut donc être solidaire des efforts des universités africaines formant les élites et répondant aux besoins de l'État en desserrant « l'emprise de la pauvreté ».

Les universités ne doivent pas être les seules à lutter contre le chômage en restant le pôle qui absorbera la main d'œuvre. L'histoire des "Docteurs non-recrutés" en Côte d'Ivoire est préoccupante. Il faut se réjouir de la qualité des

ressources humaines puisque ces intellectuels ont beaucoup à donner dans le développement du pays. Ceux du domaine de l'enseignement doivent être intégrés directement au secondaire en entendant l'ouverture des universités évitant d'être frappés par la limite d'âge. Les centres de recherche doivent ouvrir ainsi que les cabinets ministériels pour en absorber. Il faut éviter la fuite des cerveaux, ces intellectuels chèrement formés par le biais des ressources de l'État. Les universités subsahariennes, en répondant au besoin de la main d'œuvre du pays, doivent se moderniser et s'actualiser.

La formation commençant depuis le cycle primaire, c'est à partir de la première marche de l'éducation-formation qu'il faut trouver des pôles d'absorption de ceux que le système ne peut prendre en compte. L'industrialisation produisant les usines, les secteurs de la boulangerie, la pâtisserie, la maçonnerie, la menuiserie, la tapisserie, l'ébénisterie, les chauffeurs, la couture, la coiffure et les caissières feront office d'espace de promotion des centres de formation de qualité absorbant une main d'œuvre de qualité, aux sociétés de construction de maisons, des routes et des supermarchés…

L'armée doit être pourvoyeuse d'emplois en accompagnant la promotion du génie civil où les BTP (Bâtiments-Travaux-Publics) intégreront le monde du travail dans une atmosphère disciplinée. Il faut donc limiter la privatisation des sociétés et des secteurs clés faisant de l'État l'actionnaire majoritaire. La maîtrise de la démographie en contrôlant les naissances, les entrées et les sorties du territoire, mettra à la disposition du pays, un effectif impressionnant de douaniers aux frontières.

Le secteur agricole doit être motorisé et les acteurs doivent prendre conscience de leur part dans le développement de la Nation sans omettre d'accroitre l'effectif des agents des Eaux et Forêts pour contrôler les parcs et réserves de l'État. L'autosuffisance alimentaire doit se régler avec l'aménagement des bas-fonds pour la culture du riz et les cours d'eau pour la pisciculture pour les États pourvus de ressources naturelles à utiliser à bon escient. Les pays ouvrant sur les océans doivent accroitre l'effectif des marins pour les contrôler et les préserver de

l'exploitation abusive. L'informatique doit couvrir les secteurs d'activité en produisant et intégrant la main d'œuvre disponible.

Conclusion

Les universités, en desserrant l'emprise de la pauvreté en Afrique, doivent être accompagnées. Il faut leur éviter l'étiquette de temples de déstabilisation, lieu d'absorption inutile du budget de l'État. La synergie communicationnelle entre le temple du savoir et l'instance du pouvoir naîtra autour du triptyque politique-éthique-économique.

La communication devient le moyen de résolution des crises universitaires faisant des universités africaines, l'épicentre de la lutte contre le chômage ; puisqu'elles agissent dans tous les domaines d'activités. Les Facultés ont leur raison d'être en sachant que les universités sont loin de couvrir à elles seules l'insertion de la main d'œuvre du pays. Les universités subsahariennes doivent accompagner les secteurs pourvoyeurs d'emplois tels que l'agriculture, l'élevage, la riziculture, l'armée, la douane, la marine, les eaux et forêts, les usines, les travaux publics, les supermarchés, les boulangeries, l'élevage, etc.

Il faut consolider les fondements de la société permettant à l'Afrique de s'assumer. L'intégration républicaine n'est un succès que lorsque le pouvoir est à l'écoute du savoir pour répondre de façon synergique à l'insertion de la main d'œuvre. En conséquence,

> l'enseignement supérieur doit bénéficier d'un financement adéquat et durable. Étant donné la difficulté des États membres à assurer un financement complet de l'enseignement supérieur, le forum recommande aux établissements d'enseignement supérieur de mobiliser des ressources complémentaires à travers des activités génératrices de revenus et des contributions minimales et raisonnables des étudiants. (Unesco, 1998a, p. 9).

Références bibliographiques

AGBOHOU Nicolas, 2008, *Le franc CFA et l'Euro contre l'Afrique. Pour une monnaie africaine et une coopération sud-sud*, Paris, Solidarité mondiale.

BOUCHINDHOMME Christian, 2002, *Le vocabulaire de Habermas*, Paris, Ellipses.

GOGOUA Ozoua Georgette et SYBILLE Le Monnier de Gouville, 2011, « Université : Crise et communication », in https://www.cairn.info/revue-specificites-2011-1-page-85.htm.

Groupe de la Banque africaine de développement, 2007, « Stratégie pour l'enseignement supérieur, la science et la technologie » in Département des politiques opérationnelles et des normes (ORPC) Département du développement humain (OSHD), p. 1-36.

HABERMAS Jürgen, 1987, *Logique des sciences sociales et autres essais*, trad.fr Rainer Rochlitz, Paris, P.U.F.

HABERMAS Jürgen, 2003, *L'intégration républicaine. Essais de théorie politique*, trad.fr Rainer Rochlitz, Paris, Fayard.

HABERMAS Jürgen, 2005, *De l'usage public des idées. Écrits politiques 1990-2000*, trad.fr Christian Bouchindhomme, Paris, Fayard.

HABERMAS Jürgen, 2012, *Droit et démocratie. Entre faits et normes*, trad. fr Rainer Rochlitz et Christian Bouchindhomme, Paris, Gallimard.

HABERMAS Jürgen, 2012, *La constitution de l'Europe,* trad.fr C. Bouchindhomme, Paris, Gallimard.

HOTTOIS Gilbert, 2002, *De la renaissance à la postmodernité. Une histoire de la philosophie moderne et contemporaine*, Bruxelles, De Boeck Université.

KOUASSI Yao Edmond, 2010, *Habermas et la solidarité en Afrique*, Paris, L'Harmattan.

La lettre de l'ADEA (Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique), 2005, « Quel enseignement supérieur pour l'Afrique ? », Vol. 17, numéro 3/4, Juil.-Déc.

ORIVEL François, 1991, « La crise des universités francophones en Afrique subsaharienne » in *Perspectives, Revue trimestrielle de l'éducation*, Vol. XXI, N°3, 79, p. 377-385.

RANCIÈRE Jacques, 1995, *La mésentente*, Paris, Galilée.

ROCHLITZ Rainer, 2002, *Habermas. L'usage public de la raison*, Paris, P.U.F.

SAINT William, 2005, « Enseignement supérieur et développement » in La lettre de l'ADEA (Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique), Vol. 17, n° 3/4, Juillet-Décembre.

SUSAN Antoni, 2005, « Ressources éducatives en libre accès : une solution pour le supérieur ? » in *La lettre de l'ADEA (Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique)*, Vol. 17, n° 3/4, juillet-décembre, p. 1-27.

VERSPOOR A. Adriaan, 1991, « Vingt années de la Banque mondiale à l'éducation fondamentale : Présentation et évaluation » in *Perspectives, Revue trimestrielle de l'éducation*, Vol. XXI, N°3, 79, p. 344-362.

ZARKA Yves, 2012, *Refaire l'Europe avec Jürgen Habermas*, Paris, P.U.F.